

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE
LE SIDA
(CNLS)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi, administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les observations ci – après :

- a) plusieurs séances d'ouverture des plis ont été reportées le quorum n'étant pas atteint du fait de l'absence des membres de la Commission des Marchés de la Primature compétente pour ouvrir les plis, évaluer les offres et attribuer les marchés du CNLS. Les reports de date sont effectués après mise sous scellés des offres des soumissionnaires matérialisée par un procès verbal de scellés signé par le représentant du CNLS (service maître d'œuvre) dans la CM et les candidats présents ou représentés. Nous rappelons à la suite de la Circulaire Interprétative du Code des Marchés Publics que : « le quorum n'est exigé que pour les réunions des membres des commissions des marchés portant sur l'adoption des rapports d'évaluation et des procès-verbaux d'attribution provisoire. Concernant l'ouverture des plis, l'exigence est toute autre. En effet, pour ces séances, la présence du Président de la Commission, du secrétaire de séance, ainsi que des soumissionnaires, le cas échéant, suffit pour assurer la validité des délibérations. Telles sont les précisions apportées à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du Code des marchés publics ».
- b) l'examen du procès verbal d'ouverture des plis et du rapport d'évaluation des offres relatives à la DP portant sélection d'un consultant pour l'audit des états financiers a permis de constater que l'Auditeur Interne du CNLS a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres. Cette désignation est contraire aux dispositions du Code des Marchés Publics car les membres des Commissions Techniques sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions des Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante ne pouvant être membres de Commissions des Marchés, ils sont de facto exclus des Commissions Techniques d'Evaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP.

Nous avons noté des délais anormalement longs entre les dates d'ouverture des plis et celles d'attribution des marchés (en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours avec possibilité de prorogation de ce délai de 10 jours après avis de la DCMP) et entre les dates de souscription et celles d'approbation des marchés portant sur le service de consultants pour l'audit des états financiers et sur le service de consultants pour l'audit financier des états financiers des sous récipiendaires.

- c) le rapport annuel et les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été préparés et transmis à la DCMP et à l'ARMP (article 143 du CMP).

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	15
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	17
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	23
2.1	Contexte de l'intervention	24
2.2	Objectifs de la mission	25
2.2.1	Objectifs généraux	25
2.2.2	Objectifs spécifiques	25
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	26
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	29
3	Approche méthodologique	30
3.1	Revue approfondie des textes de référence	31
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	32
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	33
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	34
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	35
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	36
4	Résultats des travaux	37
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	38
4.1.1	Commission des marchés	38
4.1.2	Cellule de passation des marchés	38
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	39
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	39
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	39
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	39
4.1.5	Rappel des seuils applicables au CNLS	39
4.2	Examen des marchés	40
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	40
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Proposition	42
4.2.3	Marchés conclus par Appel d'Offres	52
4.2.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	63

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNLS	Conseil National de Lutte contre le Sida
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Pour l'ensemble des AMI et DP, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres ont été condensées dans un procès verbal unique. Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

Les convocations des membres de la commission des marchés ne sont pas non plus classées dans le dossier de passation en violation de l'article 39 du CMP ;

Les lettres d'invitation à l'ouverture de leurs propositions financières à envoyer aux candidats présélectionnés, les lettres de notification d'attribution du marché et les lettres d'information aux candidats non retenus du rejet de leurs offres (article 83-3 du CMP) ne sont pas versées au dossier ;

Les contrats n'ont pas été soumis aux formalités d'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI ;

Concernant les appels d'offres, aucun justificatif n'atteste de la convocation des membres de la Commission des marchés en violation de l'article 39 du CMP ;

Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne sont pas classées dans les dossiers en violation de l'article 83-3 du CMP.

AMI N° 10.38 & 11.4 / ROUND 9 / PHASE 1 / SE/CNLS/ 10 « SERVICE DE CONSULTANTS POUR L'AUDIT FINANCIER DES ETATS FINANCIERS DES SOUS RECIPIENDAIRES POUR LA PHASE I DE L'ACCORD DE SUBVENTION DU ROUND 9 » attribué au CABINET MAMINA CAMARA pour un montant de 12 750 000 F CFA HTVA

L'ouverture des propositions techniques ne s'est pas déroulée en séance publique en présence des représentants des candidats en violation de l'article 67.3 du CMP. De plus, l'ouverture des plis de la DP a eu lieu près de deux (02) mois après la date limite de dépôt des propositions fixée

par la lettre d'invitation sans qu'aucun avis de report ne soit publié en violation de l'article 67.1 du CMP ;

Le marché a été approuvé plus de deux (02) mois après sa souscription. Ce délai est anormalement long.

DP « SELECTION D'UN CONSULTANT REALISATEUR POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SPOT SUR LA PTME » attribué à Pèdre NDIAYE pour un montant de 4 600 000 F CFA HT

Les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ne figurent pas dans le dossier de passation ;

Aucun document dans le dossier ne nous renseigne sur la composition de la commission des marchés ayant siégé à l'ouverture des plis de ce marché et sa conformité à l'acte de nomination.

DP « CONCEPTION ET REALISATION D'UN DOCUMENTAIRE SUR LES INTERVENTIONS AUPRES DES GROUPES VULNERABLES » attribué à SICS pour un montant de 6 650 000 F CFA TTC

Les procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution provisoire ne figurent pas dans le dossier de passation ;

Le marché qui nous a été transmis n'est ni enregistré, ni souscrit, ni approuvé, ni immatriculé en violation des articles 84 et 85 du CMP.

AOO N°5.26-4.18/AON/CNLS/11 « ACHAT DE MATERIELS INFORMATIQUES ET AUDIOVISUELS » attribué à SESA TECHNOLOGIES pour un montant de 52 255 427 F CFA HT/HD

Le prix de vente du cahier des charges indiqué dans l'Avis d'Appel d'offres (25 000 F CFA) est différent de celui indiqué dans le DAO (50 000 F CFA). Le titulaire du marché a reçu la lettre de notification provisoire du marché un (01) mois après la signature du contrat ;

Le contrat n'est ni immatriculé ni soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 85 du CMP et de l'article 424 du CGI.

AOI N°5.13-2.9-A2/AOO/CNLS/11 « ACHAT D'EQUIPEMENTS MEDICAUX AU TITRE DE L'AN 2 ROUND 9 DU FONDS MONDIAL » attribué à SSM pour un montant de 254 397 400 F CFA HT/HD pour le lot 1 et 11 971 479 F CFA HT/HD pour le lot 2 et à

MEDICAL PARTNER pour un montant de 4 623 200 F CFA HT/HD pour le lot 3

Les contrats ne sont ni immatriculés ni soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 85 du CMP et de l'article 424 du CGI ;

La garantie de soumission requise pour le lot 3 est supérieure aux seuils fixés par l'article 113 du CMP.

DRP « FOURNITURES ET CONSOMMABLES DE BUREAU POUR L'AN 2 ROUND 9 » attribué à SESA TECHNOLOGIES pour un montant de 12 830 300 F CFA HTVA

Un Mémoire a servi à la fois de PV d'ouverture et de PV d'attribution. Aucune offre n'a comporté de numéro de registre de commerce ou de NINEA alors que ces informations étaient requises dans le cahier des charges ;

Les offres d'Oumou Informatique et d'Advanced Business Computer sont identiques avec les mêmes prix proposés et les mêmes fautes commises (ramettes papier A4, paquets de trombones) ;

Il y a une incohérence entre le montant inscrit en lettres et le montant en chiffres de l'attributaire ;

Le marché n'a pas été soumis aux formalités d'enregistrement à la DGID en violation de l'article 424 du CGI.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller à l'établissement de procès verbaux distincts pour les différentes étapes de passation des marchés ;

Se conformer aux dispositions des articles 39, 44, 67, 83-3, 84, 85 et 113 du CMP ;

Soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI ;

Eviter les longs délais entre la souscription des contrats et leur approbation ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Veiller à la cohérence et à l'harmonie entre les montants en lettres et les montants en chiffres inscrits sur les documents de passation ;

Se conformer aux règles de transparence édictées par le CMP.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
.
RAS
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AMI N° 10.38 & 11.4/ ROUND 9 / PHASE 1 / SE/CNLS/ 10	AMI N° 10.38 & 11.4/ ROUND 9 / PHASE 1 / SE/CNLS/10	AOO N°5.26-4.18/AON/CNLS/11
Nature	Service de consultants pour l'audit financier des états financiers des sous récipiendaires pour la phase i de l'accord de subvention du round 9	Service de consultants pour l'audit financier des états financiers du projet pour la phase i de l'accord de subvention du round 9	achat de matériels informatiques et audiovisuels
Attributaires	CABINET MAMINA CAMARA CMC	GROUPEMENT FOCUS/EUREKA	SESA TECHNOLOGIES
Montants en F CFA TTC	12 750 000 FCFA HTVA	9 237 500 FCFA HTVA	52 255 427 F CFA HT/HD
Violation de l'art 39 du CMP : Défaut de convocation des membres de la commission des marchés dans les délais	✓	✓	✓
Violation de l'art 67.1 du CMP : Défaut d'ouverture des plis à la date et à l'heure limite de dépôt des offres sans avis de report	✓		
Violation de l'art 67.2 du CMP : Défaut d'ouverture des plis en séance publique	✓	✓	✓
Identité des entreprises ayant retiré le DAO non mentionnée dans le procès verbal d'ouverture des plis			✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus	✓	✓	✓

du rejet de leurs offres			
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'attestations de main levée des garanties de soumission	✓	✓	
Violation de l'art 84 du CMP : Contrats non soumis aux formalités de souscription, notification, approbation et enregistrement	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓

Description	DP	DP	DRP
Nature	Sélection d'un consultant réalisateur pour la conception et la réalisation d'un spot sur la PTME	Conception et réalisation d'un documentaire sur les interventions auprès des groupes vulnérables	Fournitures et consommables de bureau pour l'an 2 round 9
Attributaires	PEDRE NDIAYE	SICS	SESA TECHNOLOGIES
Montants en F CFA TTC	4 600 000 FCFA HT	6 650 000 F CFA	12 830 300 F CFA HTVA
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	✓
Violation de la circulaire 004 du Premier Ministre : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.2 du CMP : Procès verbal d'attribution non établi	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓
Violation de l'art 84 sur le contrat non établi ou non approuvé	✓	✓	✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424 du CGI)	✓	✓	✓

Description	AOI N°5.13-2.9-A2/AOO/CNLS/11 Achat d'équipements médicaux au titre de l'an 2 round 9 du fonds mondial			AO N° 11.21 – 11. 22/AOO/CNLS/10 Achat de 11 véhicules 4x4 station wagon et de 3 véhicules Berline		AOI N° : 5.13 – 2.9/AOO/CNLS/10 PORTANT Achat d'équipements médicaux au titre de l'année 1 du round 9 du fonds mondial		
Nature	Fournitures			Fournitures		Fournitures		
Attributaires	SSM Lot 1	SSM Lot 2	MEDICAL PARTNER Lot 3	CFAO Lot 1	Sénégalaise de l'Automobile Lot 2	SOTELMED Lot 1	FERMON LABO Lot 2	SSM Lot 3
Montants en F CFA TTC	254 397 400 F CFA HT/HD	11 971 479 F CFA HT/HD	4 623 200 F CFA HT/HD	196 900 000 F CFA HT/HD	36 900 000 F CFA HT/HD	489 738 025	34 991 904	7 840 800
Violation de l'art 39 du CMP : Défaut de convocation des membres de la commission des marchés dans les délais	✓			✓		✓		
Violation de l'art 67.2 du CMP : Défaut d'ouverture des plis en séance publique						✓		
Identité des entreprises ayant retiré le DAO non mentionnée dans le procès verbal d'ouverture des plis	✓					✓		
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓					✓		
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓			✓		✓		
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'attestations de main levée	✓			✓		✓		

des garanties de soumission			
Violation de l'art 84 du CMP : Contrats non soumis aux formalités de souscription, notification, approbation et enregistrement	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret n° 2004-1404 du 4 novembre 2004 portant organisation du Ministère de la Santé et de la Prévention médicale ;
- décret 2004-1406 du 4 novembre 2004 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;
- décret n° 2001-1063 du 10 décembre 2001 portant création d'un Conseil national de Lutte contre le SIDA ;
- décret n° 2005-550 du 22 juin 2005 portant création d'un Conseil national de Lutte contre le SIDA ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Conseil National de Lutte contre le Sida pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;

- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),

- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CNLS, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté du Premier Ministre en date du 5 janvier 2011 comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Nous avons noté que plusieurs séances d'ouverture des plis ont été reportées le quorum n'étant pas atteint du fait de l'absence des membres de la Commission des Marchés de la Primature compétente pour ouvrir, évaluer et attribuer les marchés du CNLS. Les reports de date ont été effectués après mise sous scellés des offres des soumissionnaires matérialisée par un procès verbal de scellés signé par le représentant du CNLS (service maître d'œuvre) dans la CM et les candidats présents ou représentés. Nous rappelons à la suite de la Circulaire Interprétative du Code des Marchés Publics que : « le quorum n'est exigé que pour les réunions des membres des commissions des marchés portant sur l'adoption des rapports d'évaluation et des procès-verbaux d'attribution provisoire. Concernant l'ouverture des plis, l'exigence est toute autre. En effet, pour ces séances, la présence du Président de la Commission, du secrétaire de séance, ainsi que des soumissionnaires, le cas échéant, suffit pour assurer la validité des délibérations. Telles sont les précisions apportées à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du Code des marchés publics ».

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Le CNLS ne dispose pas d'une Cellule de Passation des Marchés alors qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics, lorsqu'une autorité contractante visée à l'article 2.1 du CMP regroupe en son sein d'autres autorités contractantes, il est exigé la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés au niveau de l'autorité contractante principale et des autorités contractantes secondaires. Le CNLS étant sous la tutelle de la Primature doit également instituer en son sein une Cellule de Passation des Marchés. En lieu et place de la CPM, un Consultant Spécialiste en Passation des Marchés a été engagé qui assure en plus de ses fonctions de SPM, certaines tâches dévolues à la CPM, ce qui constitue un cumul des fonctions de réalisation des opérations de passation des marchés et de contrôle desdites opérations. Dans le cadre de ses activités, le SPM élabore des rapports périodiques notamment pour l'élaboration des Rapports de Suivi Financiers (RSF) dont la production conditionne la mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds. Lesdits rapports pourraient être transmis à la DCMF et à l'ARMP qui doivent recevoir les rapports trimestriels et annuels de la Cellule de Passation des Marchés.

Le CNLS ne s'est pas conformé à l'exigence de disposer d'une structure de contrôle interne des opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ne nous ont pas été communiquées. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas, a fortiori, été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CNLS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et remis à la Cellule de Passation des Marchés de la Primature pour consolidation dans le PPM de la Primature et transmission à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 12 janvier 2011 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CNLS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CNLS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CNLS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

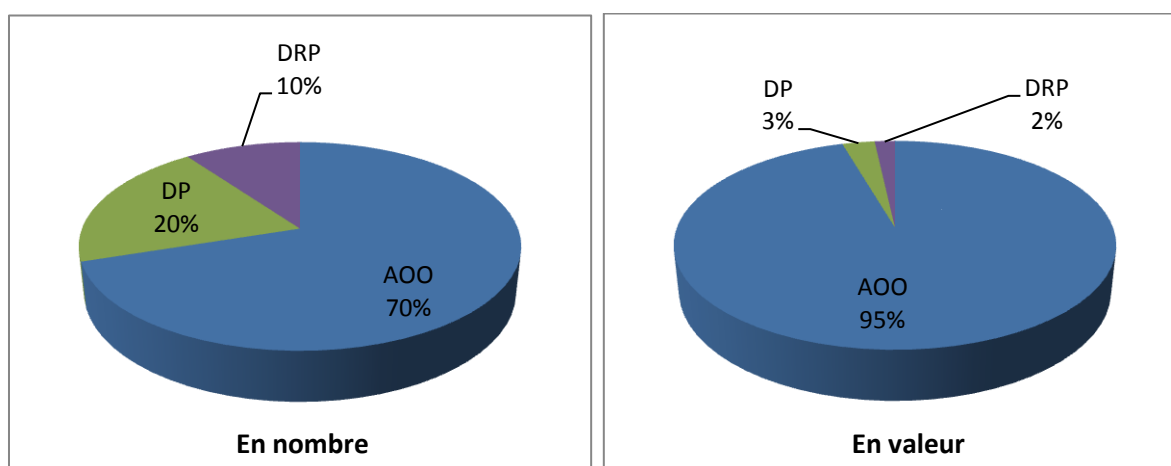
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	14	1 137 958 185	9	1 090 268 235	64,29	95,81
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	4	33 237 500	4	33 237 500	100,00	100,00
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	2	20 830 300	1	12 830 300	50,00	61,59
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20	1 192 025 985	14	1 136 336 035	70,00	95,33

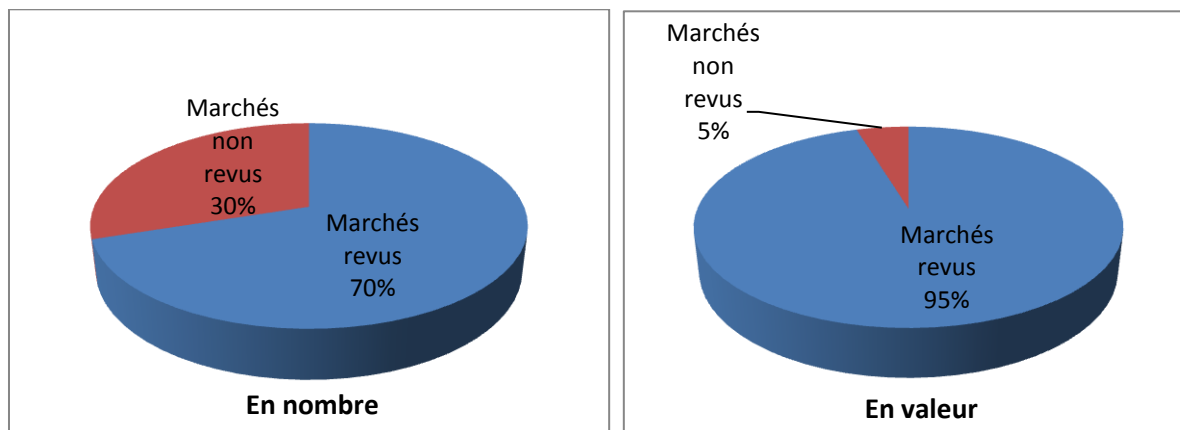
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



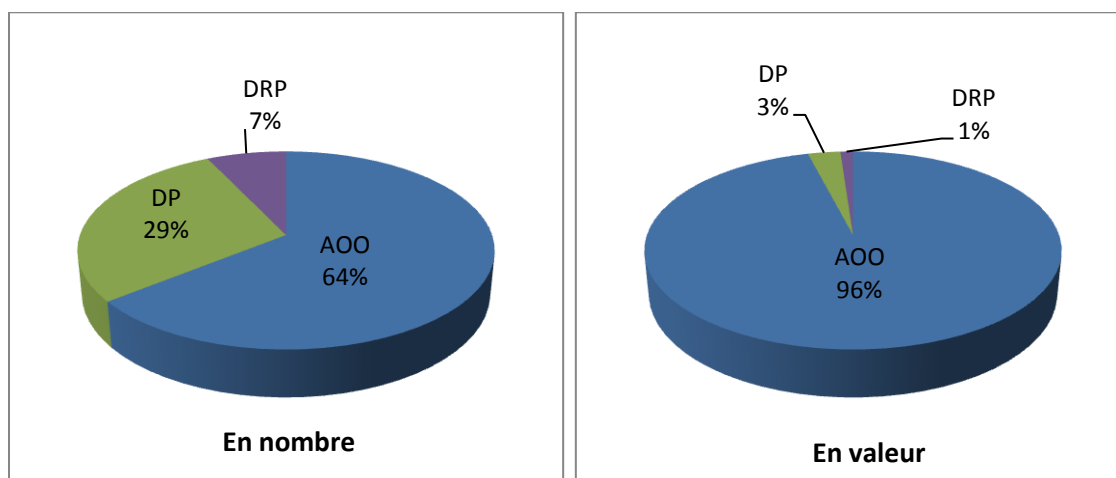
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, 9 des 14 appels d’offres (64,29% en nombre et 95,81% en valeur), les 4 demandes de proposition (100% en nombre et en valeur) et 1 des 2 DRP (50% en nombre et 61,59% en valeur) passés par le CNLS soit un taux de couverture de 70% en nombre et 95,33% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

AMI et DP N° 10.38 & 11.4/ ROUND 9 / PHASE 1 / SE/CNLS/10 SERVICE DE CONSULTANTS POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS DU PROJET POUR LA PHASE I DE L'ACCORD DE SUBVENTION DU ROUND 9	
Date de publicité de la Manifestation d'intérêt	18 Octobre 2010 « Le Soleil »
Date de réception des MI	02 Novembre 2010
Délai de préparation des offres de la manifestation d'intérêt	14 jours
Date d'évaluation de la manifestation d'intérêt	05 Novembre 2010
Date d'invitation des consultants	12 Janvier 2011
Date de dépôt des offres	15 Février 2011 à 15 h 30 mn (date prévue) 22 Mars 2011 (date de réception)
Date d'ouverture des plis	22 Mars 2011
Délai de préparation des offres	33 jours
Durée de validité de l'offre	-
Date d'attribution provisoire	31 Mai 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	17 Juin 2011
Date du contrat	05 Juillet 2011
Date d'approbation	12 Décembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	-
Attributaire	GROUPEMENT FOCUS/EUREKA

Montant du marché en FCFA	9 237 500 FCFA HTVA
Non conformités	<p>L'examen de la DP a permis de noter que la durée de validité des offres n'y est pas précisée ;</p> <p>Les convocations à adresser aux membres de la Commission des Marchés pour assister à la séance d'ouverture des plis n'ont pas été classées dans le dossier de marché. Lesdites convocations doivent être formalisées et transmises à tous les membres de la CM, au moins cinq jours francs avant la date de la réunion (article 39 du CMP) ;</p> <p>Les supports de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis ne sont pas classés dans le dossier de marché en violation des dispositions de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>L'Auditeur Interne a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres. Cette désignation est contraire aux dispositions du CMP car les membres des commissions techniques sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions de Marchés. Les agents des structures de contrôle internes ne pouvant être membres de Commissions des Marchés (article 4 de l'arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP) sont de facto exclus des Commissions Techniques d'Evaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Les lettres à adresser aux trois (3) candidats ayant obtenu ou dépassé la Note Technique Minimale pour leur communiquer leurs scores techniques et les inviter à assister à la séance d'ouverture de leurs propositions financières n'ont pas été non plus classées dans le dossier ; il en est de même des lettres de notification de l'attribution provisoire et définitive et du support de publicité de l'attribution définitive du marché ;</p> <p>Le marché a été approuvé plus de cinq (5) mois après sa souscription alors qu'aux termes de l'article 84 du CMP, la décision de l'autorité d'approbation doit intervenir au plus tard dans les 30 jours qui suivent la transmission du marché. Ces délais anormalement longs d'exécution des différentes phases du processus de passation de marché avaient été notés entre la date d'ouverture des plis et la date d'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 70 du CMP ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI.</p>
Recommandations	Se conformer à l'article 39 du CMP en formalisant la convocation des

	<p>membres de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'attribution et la notification ;</p> <p>Se conformer à l'article 84 du CMP sur l'approbation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Participation de l'auditeur interne à l'évaluation des offres</p> <p>Nous prenons bonne note et veillerons à l'application des dispositions de l'article 142 du CMP.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires et maintenons nos observations.</p>

AMI ET DP N° 10.38 & 11.4/ ROUND 9 / PHASE 1 / SE/CNLS/ 10 SERVICE DE CONSULTANTS POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS DES SOUS RECIPIENDAIRES POUR LA PHASE I DE L'ACCORD DE SUBVENTION DU ROUND 9	
Date de publicité de la Manifestation d'intérêt	18 Février 2011 « Le Soleil »
Date de réception des MI	08 Mars 2011
Délai de préparation des offres de la manifestation d'intérêt	18 jours
Date d'évaluation de la manifestation d'intérêt	17 Mars 2011
Date d'invitation des consultants	21 Juin 2011
Date de dépôt des offres	26 Juillet 2011 à 15 h 30 mn
Date d'ouverture des plis	22 Septembre 2011
Délai de préparation des offres	34 jours
Durée de validité de l'offre	90 jours
Date d'attribution provisoire	01 Décembre 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	Le Soleil du 07 Décembre 2011
Date du contrat	23 Décembre 2011
Date d'approbation	07 Mars 2012
Date d'enregistrement du contrat	Contrat non enregistré
Délai d'exécution	-
Attributaire	CABINET MAMINA CAMARA CMC

Montant du marché	12 750 000 FCFA HTVA
Non conformités	<p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'art 39 du CMP n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>L'ouverture des plis de la DP a eu lieu près de deux (2) mois après la date limite de dépôt des propositions fixée par la lettre d'invitation, sans qu'aucun avis de report n'ait été pris en violation de l'art 67.1 du CMP ;</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, conformément à l'art 67.4 du CMP ;</p> <p>L'Auditeur Interne a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres. Cette désignation est contraire aux dispositions du CMP car les membres des commissions techniques sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des Commissions de Marchés. Les agents des structures de contrôle interne ne pouvant être membres de Commissions des Marchés (article 4 de l'arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP) sont de facto exclus des Commissions Techniques d'Evaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>L'attribution provisoire du marché a été faite après l'expiration de la durée de validité des offres et le CNLS n'a pas sollicité des candidats la prorogation de ladite durée de validité. Il s'agit d'une violation du CMP car les marchés doivent être attribués pendant la durée de validité des offres ;</p> <p>Les lettres d'invitation à envoyer aux six (6) candidats présélectionnés pour assister à l'ouverture de leurs propositions financières n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire et définitive n'ont pas été classées dans le dossier. Cependant, l'attribution définitive a été publiée mais la copie du support de publicité qui nous a été transmise ne nous permet pas d'en déterminer la date et le journal. Les lettres d'information des candidats non retenus</p>

	<p>du rejet de leurs offres n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Le marché a été approuvé plus de deux (2) mois après sa souscription. Ce délai est anormalement long car aux termes de l'article 84 du CMP, la décision de l'autorité d'approbation doit intervenir au plus tard dans les 30 jours qui suivent la transmission du marché. Ces délais anormalement longs d'exécution des différentes phases du processus de passation de marché ont été notés entre la date de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis aux formalités d'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'attribution et la notification ;</p> <p>Attribuer les marchés pendant la durée de validité des offres et requérir lorsque la prorogation de cette durée lorsque les circonstances l'exigent ;</p> <p>Se conformer à l'article 84 du CMP sur l'approbation des marchés ;</p> <p>Veiller à l'enregistrement des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Participation de l'auditeur interne à l'évaluation des offres</p> <p>Nous prenons bonne note et veillerons à l'application des dispositions de l'article 142 du CMP.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires et maintenons nos observations.</p>

DP SELECTION D'UN CONSULTANT REALISATEUR POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SPOT SUR LA PTME	
Date de saisine des prestataires	25 Février 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	10 Mars 2011 à 15 h 30 mn
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	-
Date de notification d'attribution	21 juin 2011
Date de négociation du contrat	17 août 2011
Date de souscription	15 septembre 2011
Prestataires consultés	<ul style="list-style-type: none"> - M MAMADOU DIOP - M PAPA MOUSSE WORE SENE - M ABOU RABY THIOYE - M PEDRE NDIAYE - M LAMINE TOURE - M AMADOU MAKHTAR LY
Nombre d'offres reçues	Quatre offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> - M MAMADOU DIOP - M PEDRE NDIAYE - M ABOU RABY THIOYE - PAPA MOUSSE WORE SENE
Attributaire	PEDRE NDIAYE
Montant du marché en F CFA TTC	4 600 000 FCFA HT
Non conformités	Le PV d'ouverture des plis et le PV d'attribution n'ont pas été classés dans le dossier ; Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la convocation des

	<p>membres de la commission des marchés pour savoir si le délai de cinq (5) jours entre la date de convocation et la date de réunion a été respecté, conformément à l'article 39 du CMP ;</p> <p>L'acte de notification de l'attribution provisoire du marché ne figure pas dans le dossier. Ladite attribution a été faite au-delà de la période de validité des offres en violation du CMP sans qu'aucune prorogation de cette dite période ne soit demandée ;</p> <p>Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ne figurent pas dans le dossier de marché en violation de la Circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 3 mars 2009 et de l'article 78 du CMP portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI ;</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'art 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 004 du Premier Ministre et à l'article 78 du CMP ;</p> <p>Veiller à attribuer les marchés pendant la période de validité des offres, le cas échéant, demander la prorogation de ce délai ;</p> <p>Se conformer à l'art 84 du CMP sur l'approbation des marchés ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;</p> <p>Demander aux attributaires de soumettre les marchés à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.</p> <p>Les formalités de publicité, dont l'avis d'attribution provisoire ne sont pas obligatoires.</p>
Appréciation du Consultant	<p>L'article 80 du CMP que vous invoquez et au regard duquel vous avez déroulé la procédure de sélection est bien relatif aux marchés de prestations intellectuelles.</p> <p>L'acte de notification de l'attribution provisoire est différent de la publicité par voie de presse de l'attribution provisoire à laquelle vous</p>

	faite allusion dans votre réponse.
--	------------------------------------

DP CONCEPTION ET REALISATION D'UN DOCUMENTAIRE SUR LES INTERVENTIONS AUPRES DES GROUPES VULNERABLES	
Date de saisine des prestataires	12 Aout 2011 par lettre d'invitation
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 Aout 2011 à 10h30mn
Délai de préparation des offres	07 jours
Date d'attribution	-
Délai d'exécution	-
Date de Notification	-
Date de signature du contrat	-
Date d'enregistrement	-
Prestataires consultés	05 prestataires consultés : FUTURA Communication, Action Culture et Communication, DSM, SICS, Antaeus Production
Nombre d'offres reçues	04 offres reçues : FUTURA Communication, Action Culture et Communication, SICS, Antaeus Production
Attributaire	SICS
Montant du marché en F CFA TTC	6 650 000 F CFA
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	La lettre de notification provisoire ne figure pas dans le dossier de passation.
Notification de l'attribution définitive	-
Non conformités	Les procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution provisoire et l'acte de notification ne figurent pas dans le

	<p>dossier de passation ;</p> <p>Le marché qui nous a été transmis n'est ni enregistré, ni souscrit, ni approuvé, ni immatriculé en violation des articles 84 et 85 du CMP ;</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive et d'information aux candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 84 et 85 du CMP.</p> <p>Demander aux attributaires de marchés de les soumettre à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.</p> <p>Les formalités de publicité, dont l'avis d'attribution provisoire ne sont pas obligatoires.</p> <p>L'enregistrement du marché est du ressort de l'attributaire.</p>
Appréciation du Consultant	<p>L'article 80 du CMP que vous invoquez et au regard duquel vous avez déroulé la procédure de sélection est bien relatif aux marchés de prestations intellectuelles.</p> <p>L'acte de notification de l'attribution provisoire est différent de la publicité par voie de presse de l'attribution provisoire à laquelle vous faite allusion dans votre réponse.</p> <p>Nous convenons avec que l'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire, raison pour laquelle nous vous avons recommandé de leur exiger l'enregistrement, à leurs frais des contrats, avant la mise en règlement de leurs factures.</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AOI N° : 5.13 – 2.9/AOO/CNLS/10 PORTANT ACHAT D'EQUIPEMENTS MEDICAUX AU TITRE DE L'ANNEE 1 DU ROUND 9 DU FONDS MONDIAL Lot 1 : Matériel de Laboratoire Lot 2 : Equipement de froid Lot 3 : Mobilier de laboratoire	
Date de l'AGPM	-
Date de transmission du DAO à la DCMP	03 novembre 2010
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	21 Février 2011
Date de publicité de l'AO	Le Soleil du 28 février 2011 et 1 ^{er} mars 2011 DG Market du 01 mars 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis initiale	14 avril 2011 – 10.H.30
Délai de préparation des offres	Le Soleil : 45 jours DG Market : 44 jours
Date d'ouverture des plis reportée	21 avril 2011
Garantie de soumission	15 000 000 FCFA pour lot 1 800 000 FCFA pour le lot 2 100 000 FCFA pour le lot 3
Date de l'évaluation technique	Non indiquée
Date du PV d'attribution provisoire	03 mai 2011
Date avis DCMP sur proposition d'attribution	15 juin 2011
Avis sur rapport d'analyse comparative des offres à la DCMP	15 juin 2011
Date de souscription Lot 1 – Lot 2 & Lot 3	05 juillet 2011
Date d'approbation	Lot 1 : 18 Août 2011 Lots 2 et 3 : 27 juillet 2011
Date de notification	Lot 1 : 05 septembre 2011

		Lot 2 : 29 juillet 2011 Lot 3 : 28 juillet 2011
Avis DCMP sur attribution Lot 1		18 août 2011
Garantie de bonne exécution conforme		Lot 1 : Expire 22 septembre 2012 Lot 2 : Expire 30 août 2012 Lot 3 : Expire 18 octobre 2010
Attributaires	Lot 1 : SOTELMED	489 738 025 F CFA HT/HD
	Lot 2 : FERMON LABO	34 991 904 F CFA HT/HD
	Lot 3 : SSM	7 840 800 F CFA HT/HD
Date de publication de l'attribution provisoire Lot 1 – Lot 2 & Lot 3		-
Date publication Attribution définitive des lots 1, 2 & 3		-
Non conformités	<p>La séance d'ouverture des plis a été reportée le quorum n'étant pas atteint du fait de l'absence des membres de la Commission des Marchés de la Primature compétente pour ouvrir les plis, évaluer les offres et attribuer les marchés du CNLS. Le report de date a été effectué après mise sous scellés des offres des soumissionnaires matérialisée par un procès verbal de scellés signé par le représentant du CNLS (service maître d'œuvre) dans la CM et les candidats présents ou représentés;</p> <p>Nous rappelons à la suite de la Circulaire Interprétative du Code des Marchés Publics que : « le quorum n'est exigé que pour les réunions des membres des commissions des marchés portant sur l'adoption des rapports d'évaluation et des procès-verbaux d'attribution provisoires. Concernant l'ouverture des plis, l'exigence est toute autre. En effet, pour ces séances, la présence du Président de la Commission, du secrétaire de séance, ainsi que des soumissionnaires, le cas échéant, suffit pour assurer la validité des délibérations. Telles sont les précisions apportées à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du Code des marchés publics » ;</p> <p>Les convocations pour la séance d'ouverture des plis adressées aux membres de la commission avec un délai d'au moins cinq(5) jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP ne sont pas non plus archivées ;</p>	

	Les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive, les supports de publicité y relatifs et les lettres d'information aux candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire interprétative ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP sur les convocations aux réunions des commissions de marchés ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Report de l'ouverture des plis</p> <p>Conformément à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du CPM, les plis reçus ont été scellés et l'ouverture des plis reportée de fait de l'absence du président de la commission des marchés et des autres membres.</p>
Appréciation du Consultant	Nous maintenons nos observations.

AO N° 11.21 – 11.22/AOO/CNLS/10 ACHAT DE 11 VEHICULES 4x4 STATION WAGON ET DE 3 VEHICULES BERLINE	
Date de transmission du DAO	03 novembre 2010 001078 CNLS/SE
Date de publicité de l'AO	1ère parution Le Soleil du 28/12/2010 2ème parution Le Soleil du 25/01/2011
Date limite de dépôt des offres	18 février 2011 à 10h30mn 24 février 2011 à 10h30mn
Délai de préparation des offres	51 jours 57 jours
Date d'ouverture des plis	24 février 2011 à 10h30mn
Date de l'évaluation technique	Non communiquée
Date d'attribution	17 mars 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	10 décembre 2010
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non communiquée
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	12 avril 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	18 avril 2011
Date de souscription	04 mai 2011
Date d'approbation	20 juin 2011 pour CFAO 19 juin 2011 pour la Sénégalaise de l'Automobile
Publicité de l'attribution définitive Notification de l'attribution définitive	20 juin 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	Le contrat de la Sénégalaise de l'Automobile est enregistré le 15 juillet 2011 par contre la CFAO n'a pas enregistré son contrat

Date de publicité de l'avis d'attribution définitive		-
Délai d'exécution		60 jours
Garantie de soumission		Lot 1 5 000 000 F CFA Lot 2 750 000 F CFA
Lot 1:	CFAO	196 900 000 F CFA HT/HD
Lot 2:	Sénégalaise de l'Automobile	36 900 000 F CFA HT/HD
Montant du marché en TTC		233 800 000 F CFA HT/HD
Non conformités		La garantie de soumission de CFAO et les lettres d'information aux candidats non retenus du rejet de leurs offres n'ont pas été jointes au dossier ; Aucune anomalie significative n'a été relevée.
Recommandations		Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.
Commentaires de l'Autorité Contractante		

AOO N° 5.26-4.18/AON/CNLS/11 ACHAT DE MATERIELS INFORMATIQUES ET AUDIOVISUELS	
Date de transmission du DAO	-
Date de publicité de l'AO	28 Février 2011
Date limite de dépôt des offres	31 Mars 2011
Délai de préparation des offres	30 jours
Date d'ouverture des plis	31 Mars 2011 (Réception et Scellement des plis) 21 Avril 2011 (Ouverture des plis)
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	03 Mai 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	N / R
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de la demande d'ANO à la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	07 Juin 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	16 Juin 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	Le Soleil 21 Juin 2011
Date de notification d'attribution provisoire	Juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	N / R
Date de souscription	-

Date d'approbation	27 Juillet 2011
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive	Juillet 2011
Délai d'exécution	45 jours
Garantie de soumission	1 000 000 F CFA
Attributaire	SESA TECHNOLOGIES
Montant du marché en TTC	52 255 427 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>Le prix de vente du cahier des charges indiqué dans l'Avis d'Appel d'offres (25 000 F CFA) est différent de celui indiqué dans le DAO (50 000 F CFA) ;</p> <p>Les lettres d'invitation des membres de la commission des marchés et des représentants des soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Les dates de validité des pièces administratives ne sont pas renseignées sur le tableau récapitulatif établi dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Aucun document dans le dossier de passation ne permet de vérifier que le procès verbal d'ouverture des plis a été systématiquement remis aux représentants des soumissionnaires en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres mis à notre disposition n'est pas daté ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et les attestations de main levée de la garantie de soumission ne figurent pas dans le dossier de passation en violation de l'article 83-3 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification d'attribution a été reçue le 1^{er} Aout 2011 par le titulaire alors que le contrat a été signé le 05</p>

	<p>Juillet 2011 ;</p> <p>Le marché n'est ni enregistré ni immatriculé en violation de l'article 424 du CGI et de l'article 85 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la cohérence des montants inscrits sur les différents documents de passation ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 83-3 et 85 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le prix de vente du DAO est effectivement de 25 000 F CFA comme indiqué dans l'avis d'appel d'offres et conformément à la recommandation de la DCMP. Le montant indiqué dans le DAO est donc juste une coquille.</p> <p>Le titulaire du marché a reçu une notification après signature et approbation du marché (voir copie de la notification et du contrat).</p> <p>L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire.</p> <p>Nous prenons bonne note de l'immatriculation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Pour la notification du marché, nous prenons acte des documents transmis. Nous précisons cependant que la garantie de bonne exécution doit être constituée en totalité à la signature du marché au regard des dispositions de l'article 115 du CMP et non après l'approbation du marché comme l'indique votre notification du marché.</p> <p>Nous convenons avec vous que l'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire, raison pour laquelle nous vous avons recommandé de leur exiger l'enregistrement des contrats à leurs frais, avant la mise en règlement de leurs factures.</p>

AOI N°5.13-2.9-A2/AOO/CNLS/11 ACHAT D'EQUIPEMENTS MEDICAUX AU TITRE DE L'AN 2 ROUND 9 DU FONDS MONDIAL	
Date de transmission du DAO	28 Octobre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	02 Novembre 2011
Date de publicité de l'AO	Le Soleil du 15 Novembre 2011
Date limite de dépôt des offres	30 Décembre 2011 à 10h30
Délai de préparation des offres	44 jours
Date d'ouverture des plis	30 Décembre 2011 (Réception et Scellement des plis) 17 Janvier 2011 (Ouverture des plis)
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	30 Janvier 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de la demande d'ANO à la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	24 février 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	13 Mars 2012
Date de publicité de l'attribution provisoire	22 Mars 2012
Date de signature des contrats	Lot 1 : 23 avril 2011 Lots 2 et 3 : 25 avril 2011
Date de souscription	26 Avril 2012 pour les 3 lots
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	03 Mai 2012 pour le lot 1
Date d'approbation	Lot 1 : 21 Juin 2012 Lot 3 : 21 Aout 2012
Date d'immatriculation	-
Date de notification	Lot 1 : 22 Juin 2012 Lot 2 et Lot 3 : 22 Août 2011

Date d'enregistrement du contrat		-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		-
Délai d'exécution		60 jours
Garantie de soumission		Lot 1 : 5 500 000 F CFA Lot 2 : 150 000 F CFA Lot 3 : 350 000 F CFA
Attributaires	Lot 1 : SSM	254 397 400 F CFA HT/HD
	Lot 2 : SSM	11 971 479 F CFA HT/HD
	Lot 3 : MEDICAL PARTNER	4 623 200 F CFA HT/HD
Non conformités		<p>Les convocations des membres de la Commission des Marché à la séance d'ouverture des plis et les attestations de main levée de la garantie de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier de passation ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres mis à notre disposition n'est pas daté ;</p> <p>Les contrats ont été souscrits et signés bien avant même l'ANO de la DCMP sur les projets de contrats ;</p> <p>Les contrats ne sont ni enregistrés ni immatriculés en violation de l'article 424 du CGI et de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Nous avons noté une incohérence entre les montants des garanties de soumission demandées par l'AC et celles transmises par les soumissionnaires pour les lots 2 et 3.</p>
Recommandations		<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 39, 83-3 et 85 du CMP et de l'article 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante		La garantie de soumission pour le lot 3 a été fixée conformément à l'article 113 du CMP donc entre 1% et 3% de la valeur estimative du lot.

	<p>D'ailleurs, le DAO avec les montants estimatifs de chaque lot a été envoyé à la DCMP et a reçu un avis favorable (Voir copie avis DCMP).</p> <p>L'enregistrement du marché est du ressort de l'attributaire.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Bien que la DCMP ait donné son ANO sur le DAO, le montant de la garantie de soumission du lot 3 dépasse largement le pourcentage maximum fixé par l'article 113 du CMP. En effet, le rapport du montant de la garantie de soumission et du montant TTC du lot 3 (5 455 376 F CFA) donne un taux de 6,42%.</p> <p>Nous convenons avec que l'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire, raison pour laquelle nous vous avons recommandé de leur exiger l'enregistrement, à leurs frais des contrats, avant la mise en règlement de leurs factures. Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p>

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP FOURNITURES ET CONSOMMABLES DE BUREAU POUR L'AN 2 ROUND 9	
Date de saisine des fournisseurs	17 octobre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 octobre 2011 à 10h30mn
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	02 novembre 2011
Fournisseurs consultés	Oumou Informatique 14 521 300 F CFA HTVA Sen Services Informatiques 13 087 300 F CFA HTVA Burotic Diffusion 14 347 355 F CFA HTVA Sesa Technologies 12 830 300 F CFA HTVA Advanced Business Computer 14 521 300 F CFA HTVA
Nombre d'offres reçues	05
Attributaire	Sesa Technologies
Montant du marché en F CFA TTC	12 830 300 F CFA HTVA
Non conformités	<p>Un Mémoire sert à la fois de PV d'ouverture et de PV d'attribution. Aucune offre n'est accompagnée du numéro de registre de commerce ou de NINEA alors que c'était bien requis dans le cahier de charges ;</p> <p>Les offres de Oumou Informatique et de Advanced Business Computer sont identiques avec les mêmes prix proposés et les mêmes fautes commises (ramettes papier A4, paquets de trombone). Il y a une incohérence entre le montant inscrit en lettres et le montant en chiffres de l'attributaire ;</p> <p>Le marché n'est pas soumis aux formalités d'enregistrement à la DGID en violation de l'article 424 du CGI.</p>
Recommandations	Veiller à établir des procès verbaux distincts pour les différentes étapes de passation des marchés ;

	<p>Se conformer à l'article 78 du CMP et veiller au respect des règles relatives à la transparence dans les procédures de passation des marchés ;</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Aucun
Appréciation du Consultant	Les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenues.

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (22) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 17 avril 2013

A Monsieur le Secrétaire Exécutif
du Comité National de Lutte contre
le Sida (CNLS)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Secrétaire Exécutif**, l'expression de notre parfaite considération.

Secrétariat Exécutif
du Conseil National de
Lutte contre le SIDA
UGAF

Ibra Guèye
Associé

Reçu le 18/04/2013
eeef

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



LE SECRETARIAT EXECUTIF

Dakar, le... 30 APR 2013...

N°... 000072.../CNLS/SE

Objet : Rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractante au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Associé,

Nous accusons réception du rapport relatif à la mission citée en objet, et nous vous en remercions.

En réponse, nous vous demandons de bien vouloir trouver ci-joint nos commentaires, et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Associé, l'expression de notre considération distinguée.

Le Secrétaire Exécutif

Dr Ibra NDOYE



A Monsieur Ibra GUEYE
Directeur Associé
de BSC

DAKAR ///



REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES DU CNLS AU TITRE DE LA GESTION 2011

Réponses et commentaires sur les constats

- (i) Sur le plan Général

a) Report des ouvertures des plis :

Conformément à l'article 7 de l'arrêté portant application de l'article 36 du CPM, les plis reçus ont été scellés et l'ouverture des plis reportée du fait de l'absence du président de la commission des marchés et des autres membres.

b) Participation de l'auditeur interne à l'évaluation des offres

Nous prenons bonne, et veillerons à l'application des dispositions de l'article 142 du CPM

c) Transmission des rapports trimestriels et du rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP

Comme vous l'avez constaté au cours de votre mission, le SE/CNLS ne dispose pas d'une cellule de passation, cette cellule est logée à la primature et au regard de l'article 143 du CPM, il lui de transmettre les rapports.

- (ii) En ce qui concerne les marchés passés par AO

1- AOO N°5.26-4.18/AON/CNLS/11 relatif à l'achat de matériel informatique, attribué à Sésa Technologies pour 52 255 427 f CFA HT/HD

Le prix de vente du DAO est effectivement de 25 000 F CFA comme indiqué dans l'avis d'appel d'offre et conformément à la recommandation de la DCMP. Le montant indiqué dans le DAO est donc juste une coquille.

Le titulaire du marché a reçu une notification après signature et approbation du marché (voir copie de la notification et du contrat)

L'enregistrement du contrat est du ressort de l'attributaire

Nous prenons bonne note de l'immatriculation.

2- AOI N°5.13-2.9-A2/AOO/CNLS/11 achat d'équipements médicaux attribué à SSM pour les lots 1 et 2 et médical Partner pour le lot 3

La garantie de soumission pour le lot 3 a été fixée conformément à l'article 113 du CMP donc entre 1% et 3% de la valeur estimative du lot.

D'ailleurs, le DAO avec les montants estimatif de chaque lot a été envoyé à la DCMP et a reçu un avis favorable (Voir copie avis DCMP).

L'enregistrement du marché est du ressort de l'attributaire.

- (iv) En ce qui concerne Prestations intellectuelles

1- Sélection d'un consultant individuel pour la conception et la réalisation d'un spot, attribué à Pédre NDIAYE pour 4 600 000 F CFA

Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.

Les formalités de publicité, dont l'avis d'attribution provisoire ne sont pas obligatoires.

2- Sélection d'un consultant pour la conception et la réalisation d'un documentaire, attribué à SICS pour 6 650 000 F CFA

Il ne s'agit pas d'une DP, vu le montant, le marché a été passé conformément à l'article 80 alinéa 3 du CMP, donc invitation directe de cinq (05) prestataires.

Les formalités de publicité, dont l'avis d'attribution provisoire ne sont pas obligatoires.

L'enregistrement du marché est du ressort de l'attributaire

Annexe 1

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

Dakar, 28 JUL 2011

N° 453 /CNLS/SE



LE SECRETARIAT EXECUTIF

Objet : Notification du marché relatif à l'acquisition de matériel informatique et audiovisuel

AON N° 5.26-4.18/AON/CNLS/11

Monsieur,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du 31 mars 2011, relatif à l'acquisition de matériel informatique et audiovisuel, a été acceptée par la commission des marchés du SE/CNLS.

Le marché vous est donc attribué pour un montant de **Cinquante deux millions deux cent cinquante mille quatre cent vingt sept (52 255 427) francs CFA HT/HD.**

La réception de la présente, constituant le point de départ du délai contractuel, nous vous prions de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour la bonne exécution du marché, et vous demandons de nous fournir dans les quatorze (14) jours une garantie de bonne exécution de 5% du montant du marché, conformément au CCAP.

Veuillez agréer, **Monsieur**, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Secrétaire Exécutif

Dr Hbra NDOYE


CNLS
Conseil National de
Lutte contre le SIDA
Le Secrétaire Exécutif


//-) Monsieur le Directeur Général
de SESA Technologies

Dakar

Hôpital Fann à côté du service des maladies infectieuses - BP 25 927 Dakar – Fann - ■ : 33 869 09 09 / Fax : 33 820 34 79

Republique du Senegal

PRIMATURE

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Secrétariat Exécutif du Conseil National de Lutte contre le SIDA
SE/CNLS



**Marché N°5.26-4.18/AON/CNLS/11 relatif à l'achat
de matériel informatique et audiovisuel**

Date d'approbation : 27 JUL 2011

Financement : Fonds Mondial

Titulaire du marché : Sesa Technologies

RC: SN DKR 2006 B-5436

NINEA: 25968832R2

CB: SN 0137 01001 08005570006

Banque Atlantique

Montant du marché : 52 255 427 francs CFA HT/HD

Juillet 2011

Dakar, le 02 NOV. 2011

LE DIRECTEUR

Objet : Avis sur dossier d'appel d'offres
Réf : V/L n° 0740/CNLS/SE du 26 octobre 2011

Par courrier en référence, enregistré à la DCMP le 28 octobre 2011 sous le n° 6163, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour avis, le dossier d'appel d'offres (DAO) relatif à la fourniture d'équipements médicaux, au titre de l'année 2 du round 9 du fonds mondial, au profit du Conseil national de Lutte contre le SIDA.

L'examen dudit dossier appelle les observations ci-après sur les critères de qualification :

- une capacité financière de 15 000 000 F CFA est exigée pour tous les lots alors qu'au regard des montants requis au titre des garanties de soumission, leurs consistances diffèrent. La capacité financière doit être proportionnelle au montant estimé du lot ; *ek*
- concernant le chiffre d'affaires, il y a lieu de lire « avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des 03 dernières années (2008, 2009 et 2010).... » au lieu « avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des 03 dernières années (2007, 2008 et 2009).... » ; *ek*
- les moyens nécessaires pour assurer le service après vente des lots 1 et 2 doivent être clairement spécifiés pour faciliter l'appréciation sans équivoque de la qualification des candidats. *ek*

Sous réserve de la prise en compte des observations susmentionnées au niveau du point 6 de l'avis d'appel d'offres et à la clause IC 5.1 des données particulières de l'appel d'offres, la DCMP n'a pas d'objection à la poursuite de la procédure. Vous voudrez bien, avant lancement, me tenir copie de la version définitive du DAO.

Au
Docteur Ibra NDOYE
Secrétaire Exécutif du Conseil national
de Lutte contre le SIDA
-DAKAR-

Ampliation : Coordonnateur de la cellule de passation des marchés de la Primature



Adama MBOUP